

Seidel, Hans-Christoph, *Der Ruhrbergbau im Zweiten Weltkrieg. Zechen – Bergarbeiter – Zwangsarbeiter*

Damien Thiriet

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6709>

DOI : 10.4000/ifha.6709

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Référence électronique**

Damien Thiriet, « Seidel, Hans-Christoph, *Der Ruhrbergbau im Zweiten Weltkrieg. Zechen – Bergarbeiter – Zwangsarbeiter* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6709> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6709>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

---

# Seidel, Hans-Christoph, *Der Ruhrbergbau im Zweiten Weltkrieg. Zechen – Bergarbeiter – Zwangsarbeiter*

Damien Thiriet

---

- 1 L'intérêt du programme de recherche sur le travail forcé lancé en 2000 par la Bibliothek des Ruhrgebiets avec le soutien de la RAG et de l'institut pour les relations sociales de l'université de Bochum tient à la prise en compte de toute l'Europe occupée, à l'image de l'étude des bassins miniers franco-belges publiée par Nathalie Piquet dans cette même collection, mais tient aussi à sa perspective sectorielle. Avec cet ouvrage d'H.-C.S., tiré d'une thèse d'habilitation soutenue à Bochum, la collection s'enrichit d'un important point de référence. Important, parce que la Ruhr produisait avant-guerre plus des deux tiers du charbon allemand. Ce poids relatif recula sensiblement durant la guerre du fait des annexions, mais la région restait première productrice du Reich. Important, parce que les industriels de la Ruhr trustèrent les postes clés de la Reichsvereinigung Kohle, regroupant à partir de mars 1941 toutes les sociétés liées au charbon afin de centraliser l'effort de guerre. Important enfin, compte tenu du nombre d'étrangers travaillant dans les mines de la Ruhr : près de 150.000 en janvier 1944, soit 38% des effectifs.
- 2 H.-C.S. se propose d'appliquer à l'échelle d'un secteur industriel les acquis des histoires d'entreprises qui, dans les années 1990, avaient souligné les interactions entre travail forcé et stratégies entrepreneuriales. Cette large focale lui permet de traiter de front des problèmes résumés en quatre grands axes dans la conclusion : extraction, main d'œuvre, politique sociale et travail forcé, relations dans l'entreprise et travail forcé. L'un des points forts de l'analyse est sa mise en perspective historique, ce qui est une constante de ce programme de recherche, présente dans le travail de N. Piquet. Dans la Ruhr, la rationalisation de l'entre-deux-guerres a largement conditionné le passage à l'économie de guerre. Le quasi-doublement du rendement hissa alors le bassin au second rang européen dans ce domaine (après le Limbourg), avec deux conséquences. Toute hausse de l'extraction ne pouvait désormais s'opérer que par accroissement de la

main d'œuvre. Celle-ci se heurtait cependant à un phénomène européen, la « fuite de la mine » : la rationalisation sapait la fierté du travail, dont Joël Michel a montré qu'elle motivait la transmission du métier de père en fils. Ces derniers cherchaient désormais du travail ailleurs. Dans le cas allemand, la fuite était aggravée par la concurrence de secteurs offrant de meilleurs salaires pour une moindre pénibilité.

- 3 Les Mines ne purent enrayer cette tendance, malgré leur capacité à obtenir le rappel des travailleurs sous les drapeaux et une politique de ravitaillement privilégiant les mineurs de fond, tout en garantissant un niveau moyen décent, sauf crise ponctuelle (hiver 1942). Loin du discours de propagande sur la communauté des mineurs, les relations de travail se dégradaient continuellement, et il n'était pas rare de voir des mineurs maltraiter des porions. Quant aux rares élèves mineurs, un certain nombre préféraient la Wehrmacht aux mines, y compris fin 1943. Comme les charbonnages n'entendaient pas recourir à l'emploi féminin, ils durent embaucher des étrangers, malgré des réticences d'ordre économique (les nouveaux arrivants découvraient le plus souvent la mine, et la quittaient à la première occasion), de prestige (crainte d'une accélération de la fuite des Allemands) ou raciales (préserver la pureté du sang, crainte d'une deuxième « polonisation » de la région). La pression du régime ne leur laissait guère le choix : la création de la Reichsvereinigung Kohle permit certes aux Mines de préserver leur autonomie décisionnelle, mais les dirigeants étaient conscients qu'une stagnation de la production entraînerait leur mise au pas. Aussi le charbon fut-il la première branche industrielle de la région à faire largement appel aux étrangers. Un tournant fut franchi durant l'été 1942, avec l'arrivée massive de prisonniers de guerre soviétiques. Celle-ci imposa une révision de la conception du travail immigré : perçu initialement comme un pis-aller transitoire, il devint trop massif pour ne pas s'inscrire dans la longue durée. Les prisonniers étaient trop nombreux pour être cantonnés en surface, il fallait donc améliorer leur productivité au fond. D'où un investissement de formation minimale, avec la formation en 1943 de « fronts de taille russes ».
- 4 H.-C.S. expose les louvoiements des compagnies entre des intérêts contradictoires. Les impératifs de court terme les poussaient à surmener le personnel, contre toute logique de moyen terme ; la volonté de maintenir un écart sensible de salaire entre Allemands et étrangers limitait d'emblée la portée des mesures destinées à relever la productivité des seconds. Celles-ci suivaient d'ailleurs une logique d'externalisation des coûts : on réclamait des augmentations quand on savait qu'elles seraient à la charge du fisc ; les directions faisaient pression sur la Wehrmacht pour qu'elle améliore les conditions de vie des prisonniers de guerre, sans chercher elles-mêmes à améliorer leurs déplorables baraquements de travailleurs civils. La politique des charbonnages ne relève donc pas d'une « extermination par le travail », mais de l'acceptation d'un système reposant sur l'utilisation intensive de la main d'œuvre, avec des taux de mortalité élevés. Ainsi, à partir de 1942, les camps de travail pour « tire-au-flanc » n'accueillirent presque que des étrangers, sélectionnés par des directions conscientes qu'ils en reviendraient inaptes au travail ou mourants ; ils étaient donc là « pour l'exemple », afin de stimuler la productivité des autres travailleurs forcés.
- 5 Un autre aspect intéressant concerne les relations entre Allemands et travailleurs forcés. Point de solidarité prolétarienne : les « fronts de taille russes » naquirent du constat que les Allemands des équipes mixtes diminuaient leur productivité à mesure qu'augmentait celle des « Russes ». Par ailleurs, les premiers rossaient presque systématiquement les seconds. H.- C.S. signale les causes possibles de tels

comportements : pénétration des stéréotypes raciaux dans une région initialement moins perméable à la propagande nazie, individualisme croissant et baisse de la solidarité entre compagnons de travail. Rappelons aussi que la culture de la mine fait de la violence physique une norme disciplinaire à l'égard des déviants.

- 6 Une précieuse série d'annexes permet de se repérer très facilement : table des tableaux, trois index (des lieux, des entreprises, et des personnes, avec une courte biographie pour chaque entrée). On regrettera juste l'usage un peu abusif des sigles, qui contraint le lecteur à de fréquentes consultations du répertoire de quatre pages ouvrant les annexes.
- 7 Damien Thiriet (université de Cracovie)